



MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE

MINISTÈRE
DES SPORTS

LA LETTRE DU COMITÉ D'HISTOIRE des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports

*Comité
d'histoire*

ISSN 2606-0558

N° spécial 2

Site internet : <http://www.sports.gouv.fr> - Le ministère / Organisation / Repères & histoire

Directrice de la publication : Martine GUSTIN-FALL, inspectrice générale de la jeunesse et des sports, présidente du CHMJS

Présentation des membres du collège des personnalités qualifiées



Le 23 décembre 2017 a été publié au Journal officiel de la République française (JoRf) un arrêté relatif à la composition du nouveau collège des personnalités qualifiées du Comité d'histoire des ministères chargés de la Jeunesse et des Sports (CHMJS). Il est composé de douze membres, dans lequel on en retrouve certains engagés dans le comité depuis longtemps, mais aussi des nouveaux. Ces personnalités sont issues des différents corps de fonctionnaires des départements ministériels, choisis pour leurs compétences, leurs expériences et leur motivation à contribuer à l'œuvre collective de diffusion des connaissances sur les champs des activités physiques et sportives, de la jeunesse et de l'éducation populaire.



Martine GUSTIN-FALL est inspectrice de la jeunesse et des sports depuis 1988, après avoir obtenu un diplôme d'études approfondies (DEA) d'histoire-géographie et occupé un poste de chargée de recherche à l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM, devenu IRD).

De 1994 à 2005, elle a occupé trois postes de directeur départemental, successivement dans le Territoire-de-Belfort, les Vosges et les Yvelines. Elle a ensuite exercé en qualité de secrétaire générale de l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSEP), de 2005 à 2010, où, au-delà des missions classiques de ce type de poste, elle a été chargée du volet social de la réforme de l'Institut, avant d'être nommée directrice régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de Haute-Normandie (2010) puis déléguée générale de l'agence française du programme européen Jeunesse en action (2011-2013), et enfin secrétaire général du centre national de développement du sport (CNDS) en 2013.

Nommée à l'inspection générale en novembre 2013, elle préside le jury du concours de recrutement des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse et coordonne une mission sur l'inspection, le contrôle et l'évaluation.

Particulièrement sensible à la matière historique, elle accepte de devenir, en 2016, présidente du Comité d'histoire. Ainsi, elle tient particulièrement à ce que des travaux de recherche puissent témoigner de l'histoire des ministères chargés de la jeunesse et des sports qui se sont succédé sous des formes différentes au fil du temps.

Le collège des personnalités qualifiées du CHMJS est composé de :



Denise BARRIOLADE est inspectrice principale de la jeunesse et des sports honoraire. Venue à Jeunesse et Sports par son engagement dans l'action d'éducation populaire, elle a réussi le concours d'inspecteur de la jeunesse et des sports (IJS) en 1972. Durant 3 ans elle a géré les professeurs d'éducation physique à l'administration centrale puis a rejoint la direction départementale de la jeunesse et des sports du Val-de-Marne en 1975 avant d'entrer au cabinet d'Edwige AVICE en 1981. En charge des personnels et des relations avec les services, elle a participé au transfert des professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) au ministère de l'Éducation nationale et participé à l'élaboration des corps de professeurs de sport et de conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ). En 1984, elle est en charge des questions de jeunesse au cabinet d'Alain CALMAT où elle gère, notamment, les actions de l'année internationale de la jeunesse. Elle rejoint l'Institut national de l'éducation populaire (INEP) en avril 1986 durant 18 mois, puis est mise à disposition d'Eurocréation (association venant en aide aux projets de jeunes) avant de revenir à la direction de la jeunesse en 1991 sous la direction de Joël BALAVOINE. De 2002 à 2006 elle est en charge du dossier jeunesse à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Revenue à la DJEPVA, elle part à la retraite fin 2008.

C'est au cours des années 1993 à 1999 qu'elle accompagne le projet de Joël BALAVOINE de mettre en place le Pôle des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) pour la conservation des archives des associations et de créer un Comité d'histoire des ministères chargé de la Jeunesse et des Sports afin de préserver la mémoire des méthodes, actions et personnels du ministère.



Chantal BRUNEAU est conseillère technique et pédagogique supérieure (CTPS). Après une maîtrise d'histoire et un diplôme d'études approfondies (DEA) de sciences politiques, la préparation d'une thèse sur les associations lui vaut d'entrer au ministère de la Jeunesse et des Sports en 1981 pour s'occuper du projet de loi « Pour la promotion de la vie associative », dont le Premier ministre a chargé le ministre du Temps libre, André HENRY.

Elle est aussitôt confrontée au travail interministériel et au partenariat avec les associations. Initialement, sur un registre essentiellement consacré au droit des associations, elle est appelée à participer à la conception d'outils tel que le Fonds national pour le développement de la vie associative (FNDVA). Elle développe son goût pour le partenariat associatif en contribuant à la création et au suivi du Conseil national de la vie associative (CNVA).

Elle poursuit ces missions de suivi interministériel du dossier vie associative et des questions juridiques qui lui sont liées, comme chef de bureau en 1985. En 1993, elle se voit confier également la gestion des subventions pour les associations nationales, puis celles du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) et celles du FNDVA en 1998. En 2001 elle est nommée conseillère technique au CNVA, jusqu'en 2006.

Elle revient à la direction de la jeunesse comme chargée de mission auprès de la sous-directrice de la vie associative où elle suit divers dossiers dans ce domaine.

Elle devient secrétaire générale du Haut Conseil à la vie associative en septembre 2014.

L'ensemble de son parcours est marqué par le partenariat « pouvoirs publics / associations ». Ce thème est un marqueur fort de ce ministère qui n'existerait pas sans les associations. Ses premiers travaux universitaires en histoire lui permettent de mettre son intérêt intellectuel et sa connaissance du secteur durant plusieurs années, au service du Comité d'histoire du ministère, comité auquel elle a pu participer dès sa création, grâce à Joël BALAVOINE.

Philippe CALLÉ est inspecteur de la jeunesse et des sports honoraire. Il a exercé principalement à la direction départementale de la Haute-Savoie en particulier dans la mise en œuvre des politiques en direction de la jeunesse (séjours de vacances des mineurs, insertion sociale et professionnelle, formation des animateurs), puis il a assuré la responsabilité d'un service de formation aux métiers sportifs de la montagne.



...

Présent au sein du Comité d'histoire depuis ses débuts, il a coordonné les journées d'études : *La neige pour tous... Pourquoi ? Comment ? Des Jeux de Chamonix (1924) aux Jeux d'Albertville (1992)*, organisée le 21 novembre 2012 et *Les consultations nationales de la jeunesse 1966-1994*, organisée le 17 mars 2015.

Ses travaux en science politique ont porté sur la vie associative, puis sur les rapports entre pouvoir local et mouvement culturel. Il a soutenu sa thèse à l'Institut d'études politiques (IEP) de Lyon en 2008. Il s'est également intéressé à l'histoire de l'éducation populaire, en particulier celle de *Peuple et Culture de Haute-Savoie*.



Michel CHAUVEAU est inspecteur principal de la jeunesse et des sports honoraire.

Il fut animateur d'un foyer socio-éducatif scolaire, d'un ciné-club municipal, et éducateur sportif en banlieue parisienne et à l'université Paris I (en aikido et plongée subaquatique, disciplines dont il fut ensuite inspecteur coordonnateur, président des jurys des brevets d'État, chargé des évolutions réglementaires et de la réforme des formations professionnelles).

Après six années d'activité professionnelle comme conseiller d'orientation en collèges et lycées, il devient inspecteur de la jeunesse, des sports et des loisirs en 1980. Il est en poste dans le Val-d'Oise (secteur jeunesse, éducation populaire et activités de pleine nature). En 1983, il est affecté à l'administration centrale du ministère de la Jeunesse et des Sports, comme chef de bureau chargé du recrutement et de la formation, puis du fonctionnement des services déconcentrés et établissements, avec un intérim comme chef du bureau de la formation à la direction du temps libre, de la jeunesse et de l'éducation populaire.

Après avoir été directeur régional en région Centre en 1991, puis en détachement au ministère de l'Intérieur (direction de la sécurité civile), de 1993 à 1996, il est nommé directeur de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) en 1997, établissement qu'il réorganise et où il crée, notamment, son iconothèque. Il fut membre du groupe de travail initial créé par Marie-George BUFFET sur l'étude du sport et de l'éducation physique pendant l'occupation. Revenu à l'administration centrale en 2002, il est chargé de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), puis d'une réforme du service public de formation. Il devient membre du Comité d'histoire en 2013 et s'occupe notamment, depuis 2015, de sa communication (création de sa Lettre, rénovation et entretien de son site internet). Il est également président du conseil de la formation de l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE).

Robert FASSOLETTE est professeur de sport issu du corps des professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS). Il obtient le certificat d'aptitudes au professorat (CAPEPS) en 1975. Il est d'abord affecté en collège à Reims (1975-1979) avant d'être nommé conseiller technique régional (CTR) de rugby à XIII en Rhône-Alpes (1979-1985), période pendant laquelle il valide le brevet d'État d'éducateur sportif (BEES) 3^e degré de sa discipline (1984), ce qui lui permet de devenir entraîneur national au Bataillon de Joinville (1985-1991).



Sa connaissance de l'histoire de ce sport et les lourdes interrogations qu'elle suscite, du fait de sa suppression prononcée « sous Vichy », le conduisent, après un premier court passage à la direction départementale de la jeunesse et des sports (DDJS) de l'Essonne (1992-1993), à intégrer le cursus de formation pour le diplôme d'études supérieures de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) qu'il validera en 1996 avec un travail de recherche historique sur les racines politiques du conflit des deux rugby en France, lequel trouvera un certain écho au moment du procès PAPON (1997-1998). De retour dans l'Essonne jusqu'en 1999, il validera en 2000 un mastère d'histoire du XX^e siècle à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris (avec Jean-Pierre AZÉMA, Serge BERSTEIN et Pierre MILZA). Il reviendra ensuite « aux sources » en prenant un poste de formateur au CREPS de... Vichy, poste qu'il occupe encore à ce jour tout en ayant connu une singulière évolution en 2011 avec l'ouverture du Pôle France Handisport de Natation dont il assume la responsabilité. Il est en effet le référent sport-handicaps de l'établissement et, à titre bénévole, président du comité handisport de l'Allier. Initiateur du rugby XIII fauteuil dont il rédige les toutes premières règles en 2000 après un Téléthon, il fait reconnaître cette nouvelle forme de pratique au plan mondial en 2006 et contribue à marquer l'histoire du Rugby à XIII français en manquant l'équipe de France « handi » vers le tout 1^{er} titre de Champion du monde (2013) en 80 ans d'histoire hexagonale de la discipline.



Pierre FRANÇOIS est inspecteur général de la jeunesse et des sports honoraire. Après sa réussite au concours externe d'inspecteur de la jeunesse et des sports en 1973 et l'année de stage consécutive, il exerce les fonctions d'inspecteur de la jeunesse et des sports (IJS) à la direction départementale de Moselle, de mai 1974 à octobre 1980. S'ensuivent pendant dix ans diverses périodes de mise à disposition ou détachement, d'abord en mission régionale (structure antérieure au secrétariat régional aux affaires régionales - SGAR) à la préfecture de région Lorraine, puis délégué régional à la formation professionnelle en Lorraine, puis encore directeur des études et des stages à l'institut régional d'administration (IRA) de Metz.

Sa réintégration au ministère de la Jeunesse et des Sports s'effectue en administration centrale, d'abord comme chargé de mission « modernisation » auprès du directeur de l'administration et des services extérieurs (DASE), puis comme chef de bureau des relations avec les services déconcentrés et de la modernisation (d'octobre 1990 à octobre 1993). Après une nouvelle affectation au SGAR de la préfecture de région Lorraine (d'octobre 1993 à décembre 1995), il est nommé directeur régional de la jeunesse et des sports de Lorraine de janvier 1996 à fin août 1999, puis directeur régional en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (de septembre 1999 à septembre 2003). Il est alors promu inspecteur général de la jeunesse et des sports (IGJS), jusqu'à décembre 2012. Pendant ces presque dix années à l'inspection générale, il a été durant quatre ans secrétaire général de l'association professionnelle des IGJS, ainsi que président du Comité d'histoire durant deux années. Il a été membre du conseil d'administration du musée national du sport de novembre 2013 à janvier 2019 ; il est membre de son comité d'orientation depuis janvier 2019.

Il est membre du conseil d'administration de la Fonda, fabrique associative, depuis mars 2013, et membre du jury d'appel de la fédération française de handball depuis décembre 2012.



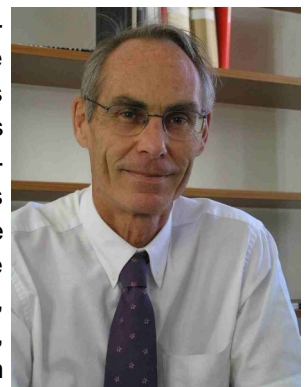
Marc GENÈVE est conseiller d'éducation populaire et de jeunesse honoraire (CEPJ).

Titulaire d'un diplôme d'études approfondies (DEA) de sciences politiques il est recruté comme conseiller technique et pédagogique (CTP). Après avoir été conseiller technique du directeur de la jeunesse de Côte d'Ivoire, il intègre l'Institut national de l'éducation populaire (INEP) où il réorganise la formation des inspecteurs de la jeunesse et des sports (IJS).

Il rejoint ensuite le bureau J2 PF où il s'occupe successivement de la formation des conseillers de séjours, de la mise en place des centres publics de formation, du passage du certificat d'aptitudes professionnelles à l'animation socio-éducative (CAPASE) au diplôme d'État aux fonctions d'animation (DEFA), des relations avec les instituts universitaires de technologie (IUT) « carrières sociales ».

Il assure des stages de formation continue des personnels du ministère de la Jeunesse et des Sports sur les questions de vie associative, d'environnement, d'activités scientifiques et techniques. En 1979, il pilote la réorganisation de la formation supérieure de l'animation de l'INEP. En 1981, chargé du bureau de l'économie des statistiques et du plan, il lance une opération « Ouvrez la ville aux jardins familiaux ». Il travaille en relation avec la délégation à l'économie sociale et le collège coopératif. Il met en place l'observatoire des programmes d'animation (OPA). Intégré dans le corps des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ), il met en place des groupes de travail sur les questions liées à l'économie sociale et surtout sur la gestion associative. À ce titre il intervient dans la formation des IJS. Après avoir mis en place l'Agence française du programme européen Jeunesse pour l'Europe il rejoint le bureau d'assistance technique « Socrates et Jeunesse » de la Commission européenne comme chef du département jeunesse. De retour en France il est détaché à l'Union des centres de plein air (UCPA). En complément à ses activités professionnelles, il a eu des engagements associatifs et a rédigé des articles sur l'animation, la formation, la vie associative et l'interculturel.

Colin MIÈGE est administrateur civil honoraire. Il a commencé sa carrière professionnelle comme inspecteur de la jeunesse et des sports en 1979. Il a occupé successivement les postes de directeur départemental de la jeunesse et des sports (DDJS) du Jura de 1988 à 1991, et de l'Essonne de 1991 à 1992. Admis au concours interne de l'école nationale d'administration (ENA) en 1992, il a intégré le corps préfectoral à l'issue de sa scolarité, en 1995. Il a occupé divers postes en préfecture, sous-préfecture et administration centrale. Il s'est dans le même temps spécialisé en droit du sport, notamment le droit européen appliqué au sport. Il a ainsi publié en particulier *Le sport européen*, « Que sais-je ? », Presses universitaires de France (1996), *Les organisations sportives et l'Europe*, INSEP éditions (2008), *Sport et organisations internationales*, en collaboration avec Jean-Christophe LAPOUBLE, éditions Economica (2003), et *Sport et droit européen*, L'Harmattan (avril 2017), tout en rédigeant de très nombreux articles juridiques.



...

Il a aussi publié plusieurs ouvrages relatifs à la Première Guerre mondiale, à partir des documents iconographiques légués par son aïeul, *Une guerre d'hommes et de machines*, en collaboration avec Alexandre LAFON, éd. Privat, 2014, *La Grande guerre vue par un officier du génie*, éd. ETAI, 2014, *Le parcours d'un militaire bas-alpin entre le Maroc et le front de France*, archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, et *Le Maroc dans l'objectif du photographe Désiré Sic, 1912-1933*, éd. La Croisée des chemins, Casablanca, 2017. Il s'intéresse également à la période de la Seconde Guerre mondiale, et notamment au régime de Vichy.



Fabrice LANDRY est inspecteur principal de la jeunesse et des sports. Il exerce les fonctions de chef de pôle à la direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale des Pays-de-la-Loire. Après une formation en philosophie, lettres et sciences politiques, il a fait partie en 1987 de la première promotion des conseillers d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ), dont il était le benjamin. Il a alors commencé par travailler au service des relations internationales de la direction de la jeunesse, avant d'exercer comme inspecteur en Haute-Normandie, Pays de la Loire, Bourgogne, Poitou-Charentes. Auteur d'un livre sur *Les Jeux olympiques* (Ed. Milan, 1996), agrégé d'histoire, il a travaillé sur Léo Lagrange et les politiques en faveur de la jeunesse, des sports et des loisirs dans les années 1930. Il enseigne encore occasionnellement l'histoire politique contemporaine à l'université de Nantes.

Arnaud LOUSTALOT est conseiller d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ). Après des études en histoire, il abandonne l'institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) et son projet de devenir professeur des écoles. Il effectue son service civil d'objecteur de conscience au sein d'une association de chantiers de jeunes, les Compagnons bâtisseurs. Il y découvre l'éducation populaire et le volontariat, qui deviendront à la fois un terrain d'engagement et des sujets de recherche. Après un mémoire de diplôme d'études approfondies (DEA) sur l'histoire du volontariat civil, il commence une thèse sur l'histoire des chantiers internationaux de jeunes volontaires en France. Il travaille successivement pour le pôle des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP) à l'inventaire de fonds d'archives, pour l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) à différentes publications, puis pour le CHMJS. En 2010, il intègre le corps des CEPJ, en poste à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) du Cher, puis à partir de 2014 à la direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) d'Indre-et-Loire. En 2017, il reprend l'écriture de sa thèse. En 2007, il avait publié l'ouvrage anniversaire *Une solidarité à bâtir. Histoire des Compagnons bâtisseurs* (Ed. INJEP).



Angélica TRINDADE-CHADEAU est conseillère technique et pédagogique supérieure (CTPS) depuis 2016, en poste en tant que chargée d'études et de recherche à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) depuis 2010.

Docteure en science politique, après plusieurs années d'étude d'histoire, elle débute sa carrière dans la coopération décentralisée, en tant que salariée dans une fédération de collectivités territoriales. En parallèle, elle étudie dans sa thèse de doctorat les associations d'éducation populaire au Brésil et leur rôle dans les politiques de jeunesse en construction. Devenue conseillère d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ) en 2006, elle a travaillé plusieurs années à la direction départementale de la jeunesse et des sports (DDJS) de la Seine-

Saint-Denis, où elle a notamment animé le conseil départemental de la jeunesse (CDJ) et piloté le projet de journal « Le Monde du 93 ».

...

À l'INJEP, elle a été, entre 2011 et 2016, directrice de la collection des « Cahiers de l'action : jeunesses, pratiques et territoires ». Elle a également réalisé ou coordonné plusieurs études et recherches sur les questions d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Elle est l'auteure, entre autres, de : *Tous entrepreneurs ? Diversité des registres locaux d'action* – Parcours de jeunes et territoires – rapport de l'Observatoire de la jeunesse, La Documentation française, 2014 – *Jeunes dans l'économie sociale et solidaire, s'engager, y faire carrière ?* - Jeunesses : études & synthèses n°22 ou encore *Faciliter la transition vers l'emploi des jeunes : stratégies locales d'accompagnement* - Cahier de l'action n°37.



Rémi VIÉNOT est inspecteur principal de la jeunesse et des sports honoraire. Au terme d'études de sciences politiques, de droit et d'histoire, il est reçu au concours d'inspecteur en 1967.

Après son service militaire et des fonctions au service jeunesse de la direction régionale de la jeunesse et des sports (DRJS) d'Île-de-France, il est chargé de créer puis de diriger, de 1971 à 1974, la cellule de rationalisation des choix budgétaires (RCB) du secrétariat d'État chargé de la Jeunesse et des Sports. Parallèlement, durant ces trois ans, il est membre, et président de la commission juridique et fiscale du Haut comité de la jeunesse et des sports.

Inspecteur dans les Yvelines (1974-1978) puis directeur départemental de la jeunesse et des sports (DDJS) du Val-de-Marne (1978-1985), il rejoint à nouveau l'administration centrale pour diriger le bureau des vacances à la direction de la jeunesse (1985-1986), puis faire partie du bureau de liaison des actions ministérielles (1986-1987), dont le but était de resserrer les liens, d'une part entre l'administration centrale et les services extérieurs, d'autre part entre les différents bureaux du ministère.

Il retrouve alors les services extérieurs en étant successivement directeur départemental de la DDJS des Yvelines (1987-1995), directeur régional de la DRJS de Champagne-Ardenne (1996-1998) et chef du service examens-formations professionnelles à la direction régionale et départementale (DRDJS) d'Île-de-France (1998-2005).

Le CHMJS bénéficie également de l'aide de

François BODDAERT, administrateur civil affecté au secrétariat général des ministères sociaux.

Il est secrétaire général exécutif du Comité d'histoire, fonction exercée à temps partiel. Ses expériences diverses ont été acquises au cours de responsabilités assurées en collectivité territoriale, établissement public, auprès du corps préfectoral et dans les services centraux de l'État. Il a exercé des responsabilités dans les domaines de la réglementation, des ressources humaines et budgétaires, du partenariat associatif et institutionnel puis du secteur emploi et formation des métiers du sport et de l'animation. Ces fonctions diversifiées lui ont permis d'avoir une connaissance des partenaires associatifs et des structures territoriales du secteur de la jeunesse et des sports. Il a participé aux prémices de la création du Comité d'histoire.



%%%%%%%%%

**Comité
d'histoire**